

Madame Anne-Marie Laflamme
Faculté de droit
Pavillon Charles-De Koninck
1030, avenue des Sciences-Humaines
Bureau 5109
Québec (Québec) G1V 0A6

12 juin 2019

Bonjour Madame Laflamme,

Je vous écris car j'ai des questions importantes sans réponses,

Me Antoine Pellerin, professeur en droit à l'université Laval, un spécialiste en droit administratif si je me fie au journal étudiant et à ses multiples bourses d'études :

C'est lorsqu'il travaillait au sein d'un cabinet d'avocats privé qu'Antoine Pellerin a commencé à s'intéresser à l'administration publique. Durant quatre ans, il a plaidé devant les tribunaux et réalisé des mandats liés aux appels d'offres publics et à l'éthique des affaires. Il a été invité à prononcer des conférences et a rédigé de nombreux articles sur ces sujets. Son retour à l'université vise donc à explorer davantage la question des contrats publics. «il s'agit de l'activité gouvernementale la plus exposée au phénomène de corruption, dit-il. Dans un contexte où la population perd confiance en ses institutions, il m'apparaissait important de réfléchir aux marchés publics sous un angle systémique. Les médias font parfois état de poursuites pénales et criminelles à l'égard de certains individus. Les citoyens se réjouissent de l'arrestation de quelques personnes, ce qui est légitime, mais les réflexions entourant le système ne sont pas ce qui occupe le plus les discussions. C'est ce à quoi je veux me consacrer.»

Je lis également que son projet de recherche porte sur le pouvoir contractuel de l'état et l'intérêt public. Il s'intéresse également aux questions d'égalité, de diversité et d'équité, notamment en questionnant le rôle de l'état à l'égard de ces enjeux.

Je suis donc très surpris et sans mots que lors de son analyse sur un dossier du contrat du G7 en décembre 2018, les preuves de gestes illégaux (des courriels de fonctionnaires aidant un gagnant illégal d'un appel d'offre lui aussi) et d'autres informations incriminant le gouvernement fédéral ont été omis complètement dans des articles de journaux publiés à la grandeur du Québec sur le réseau du groupe Capitales médias. Des articles avec ma photo et l'histoire du contrat est une analyse de Me Pellerin, en spécifiant bien que il est chercheur spécialisé dans les contrats publics à la Faculté de droit de l'Université Laval.

Malheureusement, une situation presque similaire concernant une atteinte à ma réputation avec l'ombudsman est présente, je ne vous cache pas qu'une mise en demeure a déjà été envoyé il y a quelques semaines à l'ombudsman de

l'approvisionnement pour avoir publié un rapport où ils ont caché ses mêmes courriels qui incriminent les fonctionnaires du gouvernement qu'ils avaient saisis.

Une action est également en préparation pour la cour fédérale également concernant les gestes illégaux des fonctionnaires qui de plus semblent pointés vers la collusion des Affaires Mondiales et du spécialiste en appel d'offre Keepoint, gagnant de la soumission de contrat de photographie international sans aucuns critères obligatoires, toujours sous l'article 40.1 de la loi des contrats fédéraux.

De plus je produis un documentaire sur l'histoire du contrat et j'aimerais des r.pponses è mes questions.

Vous pouvez donc comprendre l'importance pour moi de savoir si le département de droit de l'université Laval endosse les propos et analyses de Me Pellerin.

J'aimerais également regarder la possibilité si des rectifications peuvent être faits publiquement...

Vu que le tout touche la sécurité nationale, car le dossier est possiblement criminel, et j'aimerais beaucoup une enquête éventuellement sur ce dossier, je serai très heureux de vous rencontrer et de vous informer du dossier complet.

Je vous remercie d'avance de votre collaboration,

Michel Roy

Merci



Michel Roy

Photographe - Cinéaste

info@digitaldirect.ca

Tél.: 418-406-1011 | Cell: 418-905-4466

www.digitaldirect.ca

www.video4k.ca

www.mariagehd.ca

